

Edito

La Cour des Comptes vient de sortir son rapport annuel sur l'utilisation de l'argent public et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas tendre. Le rapport dénonce notamment la décision qui a permis aux aéroports de Dôle et de Dijon d'être construits alors même qu'ils ne se situent qu'à une trentaine de kilomètres l'un de l'autre. Étonnant, en effet. Pointées du doigt également les rémunérations très généreuses de certains cadres et dirigeants de la Caisse des Dépôts qui va, de ce fait, être traduite devant une « instance disciplinaire ». On est curieux de savoir ce qui va en sortir. Ciblée encore le projet de logiciel de paye unique pour les 2,7 millions de fonctionnaires d'état, un échec « coûteux » estimé à 346 millions d'euros d'après le rapport. Pointés du doigt encore les agences de l'eau qui récoltent pas moins de 2,2 milliards d'euros de redevance chaque année. Une somme qui a progressé de 24 % entre 2007 et 2013. Problème : cette hausse est principalement due à la hausse de 25 % que les particuliers ont eu à subir, dans le même temps, sur leur facture d'eau. Pire, le principe du pollueur-payeur est (très) loin d'être respecté. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce sont en effet les particuliers qui paient le plus, alors que ce sont eux qui polluent le moins. « En 2013, 87 % des redevances perçues par les agences étaient supportées par les usagers domestiques et assimilés, 6 % par les agriculteurs et 7 % par l'industrie, » nous explique le rapport. Il est rassurant de constater que les sages de la Cour des Comptes sont là pour dénoncer dérives et incohérences. Il est consternant de constater, chaque année, le gâchis d'argent public qui est fait.

Tioxide : destruction de 169 emplois La fermeture en ligne de mire !

Plusieurs reprises déjà nous avons évoqué, dans nos colonnes, les menaces qui pesaient sur l'entreprise calaisienne. Une entreprise qui pèse dans le tissu économique local 260 emplois directs (de nombreux jeunes) et probablement 400 à 500 emplois chez les sous-traitants.

Par le passé, la société avait déjà connu des moments d'extrêmes tensions. En cause, à chaque fois, la volonté de peser sur les coûts de fabrication. Produire moins cher pour être davantage compétitif nous a-t-on toujours dit. En fait, à chacune de ces crises, il s'est agi de réduire la masse salariale : par des licenciements, par l'externalisation d'un certains nombres de tâches accomplies précédemment en interne (en faisant pression sur les coûts et en ne remplaçant pas les départs naturels). À chaque fois on est allé chercher dans la poche du contribuable un peu de monnaie, au titre des plans sociaux.

Dans le même temps, à chaque nouvelle demande d'investissement particulière, on sollicitait encore la participation du contribuable au nom de la sauvegarde de l'emploi. Évidemment les propriétaires de l'entreprise n'ont jamais proposé à leurs salariés et aux contribuables calaisiens de partager quelque bénéfice que ce soit. La dernière opération annoncée est un peu différente, puisqu'il ne s'agit plus

de peser sur le coût de fabrication mais d'augmenter la capitalisation boursière de l'entreprise. Augmenter la valeur boursière par le rachat d'un concurrent (une réalité qui ressemble fort au jeu du Monopoly), en détruisant si nécessaire au passage les unités de fabrication en doublon.

ment TR52 doit être cédé. Ce sont des Chinois qui se portent acquéreurs, afin probablement d'être capables de produire pour le marché chinois en pleine expansion. Le problème, c'est que ce pigment représente 50% de la production de TIOXIDE Calais.



Rien dans le dossier ne demande la cessation d'activité du site de Calais.

C'est ainsi que le groupe Huntsman-Tioxide s'intéresse au groupe allemand Rockwood. Pour que l'acquisition puisse se faire, la commission européenne exige que Huntsman vende l'un de ses brevets, car autrement il se trouverait en situation de monopole.

C'est ainsi que le brevet relatif au pig-

Et chacun dès lors, d'en conclure que forcément les carottes sont cuites. Sauf que rien dans le dossier ne demande la cessation d'activité de Calais. Les Chinois n'ont pour le moment pas exprimé la volonté de produire chez eux pour rapatrier la production en Europe. Une opération qui pourrait s'avérer inintéressante finan-

Suite p 2

Le dessin



On le note

Vous pouvez noter que les permanences des élus Communistes et Républicains ont lieu chaque mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14 h 30 à 18 h.

Pour toute rencontre particulière, une demande de rendez-vous est préférable en appelant à ces mêmes heures au 03 21 36 39 79.

Permanence au 194-196 Bd de l'Égalité à Calais

PCF



Repas Républicain
organisé par le PCF
le dimanche 8 mars dès midi

Adulte : 15 € (apéritif, couscous royal, dessert et café)
Enfants moins 12 ans : 5 € (poulet, frites, dessert)

Réservation indispensable
au 03 21 36 39 79 ou 03 21 34 61 16
ou directement au 196 Bd de l'Égalité

Suite de la p 1

cièrement compte-tenu des coûts de transport.

Dès lors des questions de fonds se posent. Pourquoi une telle précipitation du groupe américain ? Pourquoi un tel plan de restructuration (169 emplois supprimés et un secteur de fabrication fermé) ?

Une hypothèse non exprimée jusqu'à présent, pourrait être résumée dans la formule: le groupe américain ne peut et ne veut annoncer la fermeture de l'entreprise. Une situation qui le placerait alors dans une situation complexe. Le groupe serait en effet obligé de proposer l'unité de production à la vente. Une réalité qui pourrait intéresser un concurrent tant le dimensionnement, le positionnement géographique de l'entreprise sont tournés vers le marché européen. Huntsman obligé de subir la concurrence de ceux qu'il aurait jetés comme de vieilles chaussettes, alors que le sa-

voir-faire des personnels est reconnu à l'échelle mondiale (les Chinois ne demanderaient pas à apprendre, dans le cas inverse).

En fermant d'abord un secteur de production et en ne laissant qu'un secteur secondaire en activité, le groupe chimique organise la montée progressive des coûts, pour plus tard annoncer que l'entreprise n'est plus rentable et qu'il se voit contraint vu le positionnement du marché de fermer boutique.

Voilà la stratégie qui pourrait être initiée par le groupe américain depuis des mois, une stratégie qui peut être combattue car elle ne respecte pas les principes établis par la loi Florange. Et si on s'y mettait tous pour réclamer la mise en vente de l'entreprise ? Après tout, puisqu'ils ne veulent plus de l'entreprise.

Tioxide

Le soutien des communistes

Les militants et élus communistes et républicains sont allés à la rencontre de salariés de TIOXIDE. Ils ont également immédiatement réagi par voie de presse. Nous vous donnons ici les grandes lignes de leur intervention.

« ...Une nouvelle fois, la rentabilité aura eu raison de l'avenir et de la vie des salariés et de leurs familles.

En annonçant le licenciement de 160 des 260 salariés de leur entreprise « Tioxide Calais », le groupe Huntsman aura définitivement démontré que les efforts à faire et ceux déjà effectués ne sont jamais suffisants, que lorsqu'il n'y a plus grand-chose à tirer, on va voir ailleurs « si l'herbe est plus verte ».

Une réalité qui se double dans le cas précis d'un mépris profond à l'égard des salariés et des collectivités. Huntsman entend poursuivre pendant deux ans la production de certains produits pour livrer ses clients chinois. Au-delà, l'entreprise semble

condamnée.

...En ce moment particulièrement grave, nos pensées vont d'abord en direction des salariés (de Tioxide et des sous-traitants concernés) et de leurs familles.

Nous voulons qu'ils soient assurés de notre solidarité. Nous voulons qu'ils sachent également que nous nous rendons immédiatement disponibles pour toutes formes de luttes qu'ils entreprendront.

Que nous serons à leurs côtés pour essayer de trouver une solution alternative, pour peu que cela soit encore possible.

Ensemble nous ferons valoir leurs droits.

Le patronat et ses alliés ne font pas de sentiments, alors n'ayons aucune retenue à leur dire ce que nous pensons de leurs attitudes... »

Section du Calaisais du PCF

Jean Jacques Triquet

Élus communistes et républicains du Calaisais

Jacky Hénin



My Ferry Link

Chercher une solution

Les élus communistes et républicains sont allés rencontrer les responsables du CE de My Ferry Link et les représentants du syndicat maritime Nord. Dominique Watrin, Sénateur du Pas-de-Calais, Bertrand Péricaud Conseiller régional et Jacky Hénin, ont fait le point de la situation présente. L'occasion pour Dominique Watrin de faire le compte rendu de la rencontre qu'il avait eue, en compagnie des autres parlementaires de la région, avec le ministre des transports.

Une réunion qui n'avait pas très bien démarré (le ministre s'interrogeant sur les possibilités d'actions), mais qui s'est conclue sous de meilleures auspices à la suite des interventions unanimes sur la nécessité d'être aux côtés des salariés et de leurs familles, sur la volonté de ne pas se laisser faire sans réagir.

La demande d'interventions d'état à

état a été une demande forte. Au cours de la réunion, les élus ont abordé la nécessité de mener toutes les batailles possibles : juridiques, sociales..., mais également de prévoir un plan B et même C. C, comme chercher une solution. Pourquoi pas une société d'économie mixte, qui reconnaîtrait la réalité de la scop et associerait au capital toutes les collectivités qui le souhaiteraient. Une piste qui sera suivie et dont nous reparlerons prochainement.

Depuis cette rencontre, le directoire de la scop a fait savoir qu'il était disponible pour acheter la société dès lors qu'Eurotunnel était vendeur. Une déclaration qui démontre bien la volonté des salariés de tout mettre en œuvre pour continuer l'aventure née de l'après SEAFRANCE. Une volonté dont certains élus feraient bien de s'inspirer.



En bref... En bref... En bref... En bref...

Des nouvelles de la Majest'in

Ah... ça faisait longtemps qu'on ne vous en avait pas parlé... Il était donc important de vous donner des nouvelles de la Majest'in. Samedi 7 février, 14 h 30 : le Majest'in s'avance au niveau du Pont Clémenceau et une réalité s'impose : elle est vide. Pas de chance. Jeudi 12 février, 16 h 20, on tombe sur la navette au niveau du Pont Curie et l'on dénombre...un passager. Plus difficile à compter, les voitures bloquées au feu rouge et qui attendent patiemment de pouvoir franchir le canal. Plus d'une trentaine d'automobilistes à l'arrêt pour un seul passager. Et encore 16 h 20, ce n'est pas l'heure de sortie des bureaux... Décidément, on joue de malchance. La Majest'in pleine, ça sera pour une prochaine fois.

Dossier Héroïc parc

L'actualité économique et sociale est telle que nous devons décaler la parution de notre dossier sur le sujet. Nous le décalons d'autant plus volontiers que ce que nous découvrons en tirant les « fils de la pelote » nous laisse pantois, et nous amène à devoir vérifier (du mieux que nous le pourrons). Pour vous mettre en haleine : « Néo-nazis, barbouzeries, sphère FN, possible escroquerie... » De l'incroyable, du surprenant. Un dossier qui devrait être explosif et surtout amène d'ores et déjà à se poser des questions de fond : comment est-il possible que ce que nous découvrons en quelques heures puisse être ignoré des élus de la majorité ? Pourquoi les médias si avides de savoir, sont-ils si timorés sur le sujet ? Pourquoi et comment ces gens-là sont-ils arrivés à Calais ? Encore un peu d'attente...